

Les Etats-Unis, la Russie et la place de la Suisse dans tout ça ?

INTRODUCTION par Marc R. Studer, Président, Le Lobby des Citoyens

"Le centre de gravité des conflits passe du militaire au civil. Il ne s'agit plus d'anéantir l'armée adverse mais de prendre le contrôle de la population par n'importe quel moyen.
Ce changement de paradigme bouleverse complètement la stratégie... La guerre se déroule désormais majoritairement à l'intérieur des Etats et des sociétés...
La guerre irrégulière entre alors dans le champ de l'économie : c'est l'essor de l'économie grise aussi appelée "économie de la terreur"...
La motivation centrale n'est pas tant l'ordre idéologique ou religieux, mais le contrôle des ressources économiques des Etats-nations visés."

Mesdames et Messieurs bonsoir et bienvenue, Permettez-moi avec ces quelques mots empruntés à Bernard Wicht, spécialiste des questions stratégiques à l'Université de Lausanne, de camper le décor de cette soirée particulière consacrée, sous ce titre : « *Les Etats-Unis, la Russie et la place de la Suisse dans tout ça ?* » à un point actuel de la situation géopolitique en Europe, en Russie et en Suisse en particulier.

Avec nous ce soir pour en débattre, et nous en sommes très honorés, Monsieur Yuri Gloukhov, Consul Général de la Fédération de Russie à Genève, qui termine sa mission de 4 ans en Suisse et qui va regagner Moscou en septembre pour un nouveau mandat. Il nous fait l'amitié de nous consacrer l'une de ses dernières, et donc très précieuses, soirées en Suisse. Nous en sommes conscients et vous en remercions vivement.

Avec nous également ce soir, Monsieur le Colonel Luc Monnier, qui donnera un coup de projecteur **historique** sur la Russie et ce qu'elle a fait pour nous voici 200 ans, sujet qu'il connaît particulièrement bien puisque qu'on le retrouve dans deux DVD d'histoire, l'un sur le général suisse Antoine-Henri de Jomini, bien connu des Russes, qui lui doivent notamment l'Académie des Cadets de St-Petersbourg, et l'autre sur le général russe Alexandre Vassilievitch Souvorov, bien connu des Suisses, dont un monument rappelle, dans le Muotathal, son passage en 1799 dans nos Alpes.

Avec nous enfin, vous tous qui avez répondu "présent" et que je remercie de nous avoir rejoint. Un public pas comme les autres car nous avons voulu réunir ce soir des spécialistes de différents domaines, géopolitique, défense, finance, agriculture, protection des données, islam, etc.... C'est vous donc, en 2ème partie, qui animerez le débat qui sera modéré par un spécialiste de la communication, Monsieur Uli Windisch, sociologue à l'Université de Genève et animateur du portail www.lesobservateurs.ch qui a pour point commun de concentrer certaines de vos analyses et réactions.

La situation tendue dans laquelle l'Europe et la Suisse sont plongées exigeait, pour en débattre de trouver un lieu qui symbolise la résistance.

Grâce à la complicité de nos amis de l'**ALFP**, nous avons le plaisir de vous recevoir, ici, dans ce fortin de la 2^{ème} guerre mondiale, propriété de l'Association de la Ligne Fortifiée de la Promenthouse, dont je salue les quelques membres présents.

J'aimerais remercier tout particulièrement Anne-Lise Muller, Secrétaire de **notre** Association, *puisque j'ai le privilège d'en faire partie*, pour sa disponibilité et pour l'aide précieuse qu'elle a nous a apportée. Il en va de même avec son mari Roland Muller, également membre du comité de l'ALFP et responsable romand de www.fort.ch qui va maintenant nous en dire un peu plus sur cette Ligne fortifiée de la Promenthouse.

Présentation de Roland Muller

Avant de poursuivre, j'aimerais prévenir les plus sensibles que la soirée ne sera **PAS** placée sous le signe du politiquement correct, de la langue de bois ou du double langage. **Par contre**, je tiens à préciser que nos propos n'engagent en rien la responsabilité de nos intervenants et de nos hôtes.

Vous constaterez que l'Europe n'a pas été associée à ce titre, tant il est évident à nos yeux que la politique étrangère menée par Catherine "**Dolly**" Ashton paraît cloner celle de Washington. Il en va d'ailleurs de même avec **Mario Draghi**, Commissaire en charge des finances, ancien de Goldman Sachs, vraisemblablement pas étranger aux manipulations du cours de l'or en 2013. Quant à la politique éclairée du Président **Barroso**, heureux celui qui y trouve une lueur de cohérence.

Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, la génération que je représente a grandi avec la menace d'un bloc soviétique prêt à nous envahir, d'un communisme inquisiteur et spoliateur et d'un parapluie bulgare toujours prêt à frapper. **Notre seul rempart : l'oncle Sam**, à qui, nous vouons, depuis qu'il nous a libérés de l'occupation allemande, une reconnaissance aveugle. Adolescent, partir en vacances à l'Est, paraissait relever de l'aventure, voire d'un penchant soit subversif soit suicidaire. Depuis mon entrée dans l'armée, l'ennemi n'a cessé d'être rouge et l'assaillant surgissait toujours de l'Est. Lorsque j'ai commencé ma carrière bancaire, cette menace soviétique semblait si précise que des dispositions avaient été prises, en cas d'invasion de l'Autriche par les chars russes pour que les comptes ouverts en Suisse soit aussitôt transférés outre-atlantique. Les banques centrales occidentales avaient d'ailleurs déjà anticipé ce mouvement puisqu'à l'aube de la 2^{ème} guerre mondiale déjà, elles avaient transféré leurs **réserves d'or** à l'étranger, dont près de 50% à la Réserve fédérale de New York d'où **elles se sont, semble-t-il depuis, totalement évaporées à leur insu.**

A l'heure où l'ennemi a changé de camp, *nous y reviendrons*, je vais laisser au Colonel Luc Monnier, le soin de nous rappeler que la Russie n'as pas toujours été une menace pour nous et qu'à l'heure des commémorations marquant le bicentenaire de l'entrée de certains cantons dans la Confédération entre 1803 et 1815, notamment Genève, Vaud, Valais et Neuchâtel, et où l'on célèbre **200 ans de relations diplomatique entre la Suisse et la Russie**, il serait bon de nous remémorer ce qu'elle a fait pour nous et ne pas oublier que ses généraux et ses soldats sont également venus se battre dans nos Alpes pour nous affranchir de l'impérialisme de l'époque, celui de Napoléon Bonaparte.

Présentation du Colonel Luc Monnier La Russie et la Suisse – Rappel historique

Depuis la main tendue par Ronald Reagan et la **perestroïka** menée par Mikhaïl Gorbatchev, un énorme soupir de soulagement a submergé toute une partie du monde, heureuse de détruire ce mur de la honte, *qu'entre parenthèses d'autres se sont mis depuis à reconstruire ailleurs*. La page de la guerre froide tournée, et avec elle celle de la terreur nucléaire, les citoyens du monde se sont mit à croire à un futur meilleur.

Gagné par un angélisme béat, emporté par l'illusion de l'avènement d'une ère de sécurité permanente **et gratuite**, d'espaces sans frontières, le citoyen s'est rapidement détourné de la chose publique pour se jeter à cœur perdu dans une nouvelle philosophie, une nouvelle religion, la quête du saint Graal : **l'argent**. Nous y avons sacrifié tout ce qui pouvait y faire obstacle : le bon sens, la famille, la nature, nos spécificités, notre indépendance, notre neutralité **et même notre souveraineté**, jusqu'à nos sacro-saintes valeurs, pourtant acquises de haute lutte par le sang et par la sueur de nos aïeux. Tout à notre égocentrisme, nous avons négligé de surveiller la bonne gestion de notre patrimoine commun, la Suisse.

C'est dans ce contexte d'égoïsme irresponsable qu'en 2008, sont venus s'abattre les subprimes et que notre vie a commencé à basculer. Cette crise de 2008 ayant de si profondes similitudes avec celle de 1929, *j'évalue pour ma part le timing actuel à l'année 1935*, il peut être utile de citer ce témoignage d'un aristocrate allemand, à la tête de nombreuses usines et propriétés avant la guerre :

*"Peu de gens sont de vrais nazis, mais nombreux sont ceux qui se réjouissent du retour de la fierté allemande, et encore plus nombreux, **ceux qui sont trop occupés pour y faire attention**. J'étais l'un de ceux qui pensaient simplement que les nazis étaient une bande de cinglés. **Aussi la majorité se contenta-t-elle de regarder et de laisser faire**. Soudain, avant que nous ayons pu réaliser, ils nous possédaient, nous avons perdu toute liberté de manœuvre et la fin du monde était arrivée. Ma famille perdit tout, je terminai dans un camp de concentration et les alliés détruisirent mes usines."*

Sidérant, en lisant ce qui est en bleu, on a l'impression de lire le journal du jour !

Plus actuel, cette enquête annuelle réalisée par "**Opinionway**" et le "**Centre de Recherche politique de Sciences PO**", intitulé "**Baromètre de la confiance politique**" qui montre notamment qu'en 2013 :

1° 75% des Français ne font plus confiance à l'Etat, ni à la République

2° 88% de Français rejettent les partis politiques

3° 50% de Français ne croient plus à la démocratie et souhaitent avoir à la tête du pays "**un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections**"

Du jamais depuis.... 200 ans ! La boucle est bouclée.

Impérialisme français début XIXe, impérialisme allemand début et mi XXe, impérialisme américains début XXIe, **mais quand apprendra-t-on de l'histoire ?** Anodin ou délibéré, C'est justement aujourd'hui qu'on en a besoin que l'histoire n'est plus que sporadiquement enseignée à l'école, et encore, celle des autres ?

Depuis la chute du mur, un Gouvernement mondial s'est peu à peu mis en place. Si l'on en aperçoit bien l'étendard, on ne peut que deviner la silhouette des marionnettistes, qui se gardent bien d'apparaître au grand jour et se cachent derrière la haute finance et les complexes militaro-industriels, **qui détiennent le vrai pouvoir**.

Avec en arrière-plan le "rêve américain" essaimé par Hollywood aux quatre coins de la planète, ce nouveau pouvoir a planté ses piliers militaire, diplomatique, financier et commercial. Ceux-ci ne suffisant plus à soutenir cette énorme usine à gaz, la structure a été renforcée par deux nouveaux piliers financiers centraux. Des « Clubs », sans légitimité aucune, ont commencé à sortir de nulle part : **G20, FMI, GAFI, FIU**, et se sont mis peu à peu à émettre des "recommandations", ayant aussitôt force de loi. Afin de neutraliser d'éventuelles oppositions, on a invité les pays à y participer. Ainsi, par exemple, la Suisse viole sans vergogne sa neutralité en présidant l'OSCE. Voici le justificatif de la Confédération :

En assumant la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 2014, la Suisse répond à l'une des priorités de sa politique étrangère, à savoir l'engagement en faveur de la stabilité en Europe et dans les régions limitrophes. La présidence de la Suisse est placée sous le leitmotiv «Construire une communauté de sécurité au service des individus».

Ah bon ! Soit on nous prend pour des cons, soit le Conseil fédéral a de sérieuses lacunes en matière de géopolitique. **Je ne sais pas ce qui est le plus terrifiant.**

Avec le rêve de Jacques Delors et de ses eurocrates, **d'une grande Europe**, allant de l'Atlantique à l'Oural, on a pu observer, **depuis l'Europe des 10**, une **expansion vers l'Est**, à une cadence effrénée, incompatible avec une possible intégration de ces pays dans l'Union. Le Gouvernement mondial a habilement nappé cet "*espoir de jours meilleurs*" d'une rassurante **protection militaire du bouclier de l'OTAN**. Cette organisation, qui aurait dû disparaître en 1991, lors de la dissolution de l'Organisation du Pacte de Varsovie, *consécutive à la chute du mur de Berlin deux ans auparavant*, s'est peu à peu muée en une **légion étrangère des Etats-Unis**. Ainsi, astucieusement les Américains se sont mis à étendre leur influence avec une force d'occupation, **disparate donc parfaitement furtive**, financée par les pays occupés, à l'insu de leurs habitants, toujours pas conscients qu'on leur a volé leur Souveraineté nationale. La Suisse n'a pas échappé à ce processus, initié béatement comme un **Partenariat pour la Paix**, moyen d'endormir la population sous des aspects humanitaires.

Désormais, on ne fait plus la guerre, on tue pour la paix.

Grignotant, un à un, tous les pays de l'ex Union soviétique, l'Union Européenne et l'OTAN ont fini par piétiner le dernier pré-carré russe que constituent l'Ukraine et la Géorgie, histoire également, au passage, de neutraliser l'influence de Moscou au Moyen Orient.

La toute-puissance financière de Wall street guide la politique étrangère américaine. Les profits n'ont cure de différencier alliés ou ennemis, chrétiens ou islamistes. La CIA forme des Ben Laden qui tuent des Américains, nomme Al Qaïda à la tête de provinces syriennes et arme les milices radicales islamistes qui décapitent des chrétiens.

Maitres du monde, ça coûte cher et les caisses sont vides. Il y a avait le dollar, our currency, your problem. Maintenant, avec **FATCA** les Etats-Unis rackettent l'ensemble de la planète. Peu scrupuleux de violer l'article 2 et les 4è et 8è amendement de leur propre Constitution et pas du tout concernés par les dégâts collatéraux, ils s'en prennent maintenant à leurs propres ressortissants à l'étranger. Ils ont fait de leur Département de la Justice, le DoJ, la terreur des Gouvernements, qui, l'un après l'autre, capitulent et signent leur IGA, ce fameux accord inter-Etats, que le Sénat américain n'a même pas

validé. **Même** Vladimir Putine vient de signer le sien, offrant à son adversaire le droit de vie et de mort sur ses banques et ainsi les moyens de l'asphyxier financièrement.

Totalement dépassés, la tête constamment sous l'eau, nos Gouvernements n'ont plus la capacité de discernement suffisante pour analyser leur prochaine menace : **la montée de l'islamisme radical en Europe** et dans le monde.

Barack **Hussein** Obama. Tiens, intéressant ce 2^{ème} prénom.

Alors, après **Napoléon**, dont on parle beaucoup en ces jours de bicentenaire, et **Hitler** dont on évite soigneusement de parler pour ne pas rappeler la similitude avec la situation actuelle (ingérence dans la sphère privée, délation et spoliation), l'arrogant "Prix Nobel de la Paix" répétera-t-il l'erreur de ses prédécesseurs : ouvrir un énième front avec la Russie. Le **Tsar Putine**, semble **lui**, prêt à le recevoir. Quant à nous, Européens, lobotomisés par les tranquillisants des séries américaines, nous regardons passer le train avec une passivité déconcertante. Et à ceux qui, comme nous, tentent de réveiller les esprits, on ressort la bonne vieille "**théorie du complot**".

Un rapport déclassifié de 2013, montre pourtant que la réalité américaine dépasse la fiction de ses séries télévisées. Ainsi pendant 20 ans, de 1953 à 1973, les Etats-Unis ont officiellement reconnus 7 coups d'Etat : Iran en 1953, Guatemala en 1954, Congo en 1960, République dominicaine en 1961, Vietnam en 1963, Brésil en 1964 et Chili en 1973. **Le prochain rapport** confirmera ceux qu'on leur impute depuis cette date. Rappelons-nous l'invasion de l'Irak sous de fausses allégations et sans feu vert de l'ONU. Où sont ces fameuses Armes de Destruction Massives ? Qui va juger les vrais terroristes ? **Et ça continue sous nos yeux. Partout où les Américains et leurs acolytes européens passent :** en Irak, en Afghanistan, en Lybie, en Syrie et j'en passe, maintenant en Ukraine, ils sèment le chaos. Il faut arrêter ça ! La question c'est comment ?

Il semble aujourd'hui que ce soit le couple Israélo-américain qui gère le monde : *bombardements de civils, d'écoles et d'hôpitaux, frappes massives et dégâts collatéraux, ingérences, déstabilisations de régimes, manipulations, menace, extorsions, terreur*, il paraît totalement immunisé contre toute condamnation. Tout au plus, quelques rares indignations de façade lorsque leurs exactions dépassent l'entendement. Sans foi ni autre loi que le pouvoir et l'argent, ils n'ont ni gêne ni scrupule à taxer de sanglants dictateurs tout ceux qu'ils cherchent à abattre.

Et dénoncer leurs exactions n'est pas sans risque. Même l'ACA, **l'Association des Américains de l'étranger**, n'a pas osé faire campagne contre FATCA.

Vous aurez observé que nous **n'avons pas prévu ce soir d'intervenants américains**. L'attitude complaisante de notre Gouvernement, l'analyse unilatérale de la presse et le matraquage médiatique nous semblent suffisamment faire l'écho de leurs positions. D'autant que, grâce à nos smartphones, **la NSA** est certainement déjà dans la pièce.

Par contre, derniers défenseurs d'une neutralité dont nos élus testent quotidiennement l'élasticité, et fidèles au concept qui veut que, **si l'on doit par obligation donner plus à l'une des parties**, des contreparties soient données à l'autre, **nous nous faisons un point d'honneur, ce soir**, de donner la parole à la Russie et de lui permettre au moins un droit légitime de réponse.

Venons-en à notre 3ème Volet : La position de la Suisse dans tout ça ?

La situation géopolitique délicate que traverse l'Europe exigerait que la Suisse **fasse honneur à sa réputation** et qu'elle active sa diplomatie, ses bons offices et ses actions humanitaires. C'est un costume qui lui sied bien et un rôle qu'elle assure d'ordinaire avec zèle et dévouement, discrétion et efficacité ; c'est dans ses gènes.

Oui, mais, cela implique de ne pas être soi-même sous influence, de démontrer un sens éthique et moral sans tache et d'offrir toutes les garanties d'une stricte neutralité.

Or, l'abus de pouvoir indécent dont font preuve les Etats-Unis aujourd'hui, qui imposent à tous leurs règles **léoniennes**, et l'état de complaisance dont nos autorités font preuve pour les mettre en vigueur, rend difficilement crédible toute nouvelle médiation. Ajouté à cela le fait que la Suisse met des soldats à disposition de l'OTAN, *aujourd'hui alliance de guerre*, n'est pas non plus tolérable pour espérer jouer un rôle majeur dans la résolution de conflits internationaux, impliquant... l'OTAN.

Pour revenir sur le devant de la scène, la Suisse devra convaincre sur sa souveraineté, son indépendance et sa neutralité retrouvée. Pour cela il faudrait que nos dirigeants changent de stratégie et montrent **détermination** à se défendre, **volonté** de se montrer agressifs et **courage** d'accepter de souffrir, eh oui, la guerre est à ce prix. **Autant dire, ce n'est pas gagné !**

Car la politique du Conseil fédéral est clairement en mode capitulation et, par voie de conséquence, à l'application servile de lois étrangères, aujourd'hui américaines, demain peut-être chinoises. De ce fait, nous pouvons **tirer un trait sur notre préparation militaire**, et par là j'entends tout ce qui tourne autour de la sécurité et de la défense, qu'elle soit conventionnelle, cybernétique, financière, sanitaire ou alimentaire ; nous pouvons **tirer un trait sur les moyens financiers nécessaires à notre défense**; là encore, une lecture attentive de nos manuels d'histoire permettrait de savoir que la reconstruction est infiniment plus coûteuse que la préparation ; enfin, nous pouvons **tirer un trait sur un repositionnement en mode "résistance".**

Il en aurait pourtant été grand temps.

Aujourd'hui, nous prenons l'eau de tous les côtés, et c'est toujours **en appliquant sur notre sol des lois étrangères qui nous sont contraires.**

La stratégie est bien rôdée : les Etats-Unis enfoncent la muraille et le train européen se précipite dans la brèche. Les vecteurs sont aussi singulièrement les mêmes : de nouvelles réglementations émanant de ces fameux "Clubs" illégitimes et une internationale fiscale qui a lancé le mot d'ordre de la transparence, mais pas pour tous.

Vaunenargues disait que la liberté est incompatible avec la faiblesse. Depuis l'abandon irresponsable du secret bancaire par Hans-Rudolf Merz, dans l'illusoire espoir de passer d'une liste noire à une liste grise, **nous avons cédé sur tout**, abandonné peu à peu l'essence même de notre Constitution, notre bon sens, nos valeurs, nos spécificités, jusqu'à livrer en pâture nos employés, trahir nos clients et, depuis le 1^{er} juillet, débusquer et traquer toute personne ayant eu un lien quelconque avec les Etats-Unis. Pour quel résultat ?

Analysons, si vous le voulez bien, comment notre pays est aujourd'hui assiégé :

- Il y a tout d'abord, la pression directe, d'Etat à Etat, qui s'est accentuée depuis 1999 par l'absence totale de résistance et par ce besoin pathologique que nous avons d'en rajouter pour rester le meilleur élève de la classe.
- Il y a ensuite, la crise des subprimes qui a permis au Gouvernement américain de retourner UBS et Crédit Suisse contre nous, en les utilisant comme chevaux de Troie pour opérer de l'intérieur, sans éveiller l'attention, sous le label "les banques suisses"
- Il y a aussi le GAFI qui, par l'intermédiaire de son serviteur zélé la FINMA, adapte nos lois et les transmet au Département des Finances pour les faire valider.
- Il y a encore le Groupe Egmont, qui passe par le MROS, le bureau de dénonciation en matière de blanchiment d'argent, qui fait de même avec le Département de Justice et Police. *Si on a le temps, je vous montrerai comment.*
- Il y a, du côté militaire, l'adhésion sournoise à l'OTAN, en 3 phases : le PPP, **le PARP**, nous y sommes, et l'adhésion ou sa forme la plus rapprochée.
- Il y a l'Europe, où depuis 1992, notre dossier d'adhésion est toujours ouvert. Mais là on n'européanise pas nos lois, **on se met "en conformité avec les standards internationaux"**.
- Et puis, il y a le Parlement, qu'on noie sous des avalanches d'objets, *qu'au passage il aurait mieux fait de ne pas voter*, de manière à ne plus lui laisser le temps de comprendre ce qu'il fait.

Mesdames et Messieurs, si nous sommes là ce soir c'est pour lancer un cri d'alarme. Je crois qu'il est grand temps d'analyser la situation, lucidement et sans concession, et d'appeler enfin un chat, **un chat**. Car, savoir où l'on est, permettra peut-être de savoir où l'on veut, **et surtout où l'on peut** encore aller.

Au Palais fédéral, on pratique assidument la méthode Coué : tout va très bien. **Détendons-nous**, notre pays n'est pas en guerre ! *C'est vrai que le qualificatif "économique" qui lui est associé réduit significativement la portée de la menace.* **Pas de raison donc de se défendre** et d'ailleurs avec quoi puisque notre défense, n'a plus rien de crédible. Et je ne parle pas ici de notre dépendance alimentaire et énergétique. **Friedrich Wahlen** doit se retourner dans sa tombe.

En mai 2012, nous avons signé une analyse intitulée **"De la défense à la finance, le démantèlement programmé de la Suisse"**, suivi au mois d'août **"De la lutte contre le terrorisme à la chasse au trésor helvétique"**. Conscients que nos Parlementaires étaient débordés par la masse des objets à traiter, qu'ils ne comprenaient pas forcément toujours la portée des amendements législatifs qu'ils votaient et qu'ils se trouvaient ainsi démunis face aux volumineux dossiers techniques remis par les lobbyistes qui hantent les couloirs du Palais fédéral, nous avons décidé courageusement d'aller contrer ces groupes de pression sur le lieux même de leurs méfaits. **Nous avons créé Le Lobby des Citoyens**, une association politiquement neutre, avons obtenu une accréditation à Berne et sommes partis à la rencontre de nos élus pour les informer.

Le 12 juin 2013, lors d'un entretien d'une heure au Palais fédéral, nous avons pu remettre au Président de la Confédération, Ueli Maurer, notre projet intitulé **"Helvetia en danger - Et si on reprenait l'initiative"** (www.lldc.ch/analyses.html).

Mesdames et Messieurs, permettez-moi de vous dresser un état des lieux après 24 mois de pas perdus dans les couloirs du Palais fédéral. Accrochez-vous :

Le Conseil fédéral, tout d'abord. Il n'y a plus de direction collégiale, aucun esprit de corps. Certaines sources font même état d'un accord tacite prévoyant que chaque Conseiller fédéral s'occupe de ses affaires et ne vienne pas contrer ses collègues. Cela explique pourquoi il n'y ait aucune analyse globale, aucune vue d'ensemble, aucune vision et, de ce fait aucune stratégie, aucun Plan B.

Ainsi **Ueli Maurer** poursuit-il scrupuleusement l'Otanisation de notre armée, et le programme de démantèlement entrepris par ses prédécesseurs.

De son côté, **Evelyne Widmer-Schlumpf** que ni la démocratie directe, ni la délation, ni même la trahison n'effraie plus désormais, "collabore" frénétiquement à la boucherie de la place financière helvétique.

Il en va de même avec notre politique de neutralité flexible, d'immigration de masse, de dépendance énergétique et agricole et de clonage de lois aux antipodes des nôtres.

Les drapeaux américain et européen flottent désormais sur le Palais fédéral. **A chaque nouvelle revendication**, on agite devant les yeux hagards de nos pantins le spectre de la liste noire **et hop**, ils s'empressent de redescendre **Nos** pantalons. J'appelle ça la "*tourista helvetica*".

Que nos voisins, las de voir dans notre réussite l'image de leur propre incurie, tentent d'anéantir un modèle qu'ils sont incapable de reproduire, certes, c'est de bonne guerre, mais que nous soyons assez stupides pour tout donner sans contreparties et, en plus, avec une **rétroactivité** qui mettra tout les acteurs hors jeu, cela dépasse l'entendement.

Le plus dangereux dans tout ça, c'est que tout est fait sournoisement, en catimini. Dans la plus parfaite désinformation on nous fait croire que tout va bien. Et en effet, de l'extérieur le patient se porte bien, merci. En comparaison avec ses voisins, il paraît même plutôt vaillant. Mais le cancer ronge de l'intérieur, et ça, faute de dépistage à temps (*car précoce c'est trop tard*), le malade risque d'y rester.

A ce sujet, je vous recommande la lecture de l'excellent livre de Judith Barben, "**Les Spin Doctors du Palais fédéral**". Vous verrez, c'est édifiant !

La presse, désormais en mains des mêmes, se fait la complice de ces pratiques en publiant, fort à propos, des contre-vérités. Un exemple récent : alors qu'on prive tout Citoyen suisse, qui a un lien quelconque avec les Etats-Unis, de son droit élémentaire et légitime à maintenir un compte en banque pour y déposer son salaire ou la garantie du loyer pour sa famille, elle publie en gros titres "*le retour de la clientèle américaine*". Bien sûr la plus fortunée et bien évidemment à l'UBS. **Une manipulation, hélas, courante.**

Voilà pour le Conseil fédéral, passons au Conseil aux Etats : la chambre des papys.

Il semble là que la messe soit dite. Ces braves gens sont terrorisés : l'ennemi est trop fort, on ne peut rien faire, il faut obéir, sinon il pourrait nous faire mal. Et cela fait des mois maintenant qu'ils valident systématiquement tout ce que les USA imposent.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que les Conseillers aux Etats sont élus par le peuple et, de ce fait, ne représentent plus la position de leur canton. D'ailleurs pourquoi le feraient-ils puisque les cantons eux-mêmes ont abandonné leurs prérogatives cantonales. On peut se demander dès lors **à quoi sert encore cette Chambre Haute ?**

Le Conseil national, ensuite : la cours de récré. Il faut le voir pour le croire. A la cloche, comme des enfants dans la cour de l'école, vous observerez des parlementaires couper net leur discussion avec les lobbyistes et se ruer à leur place pour appuyer à temps sur un bouton dont la couleur aura été préalablement établie par leur parti. Aucune réflexion. De temps en temps quelques joutes oratoires, histoire de passer à la télé et de s'amuser un peu. Ce n'est plus la chambre du peuple !

Les Commissions : le champ des grandes manœuvres. C'est là que le pouvoir des partis peut véritablement s'exprimer. C'est là que tout se trame. Lorsque l'on sait, par exemple, que dans la **Commissions de la politique de sécurité** siègent des partis qui veulent ouvertement l'abolition de l'armée et que dans celle de **l'économie et des redevances**, on retrouve les mêmes qui, cette fois, veulent la disparition des banques, on comprend mieux pourquoi on a un sérieux problème.

Les partis politiques : la partie d'échecs. Pendant que les quatre grands chefs de clans, qui n'existent encore que parce qu'ils s'affrontent, continuent leur petit jeu de neutralisation, l'UBS, **pardon le PBD**, a pris le contrôle du pays, certes avec aucune légitimité, mais avec des moyens illimités, nos moyens. **On est bien loin d'une gestion saine et responsable du pays.** En tant que Citoyen, confiant de nos institutions, cette découverte m'a anéanti !

Reste le problème de **la démocratie directe** : on tente de nous faire croire que les initiatives et référendums coûtent chers et l'on évoque aujourd'hui ouvertement l'idée d'en durcir les modalités.

Permettez-moi d'adapter à la sauce helvétique cette phrase du sociologue français, Emmanuel Todd :

"La mécanique de neutralisation de la démocratie directe se détraque... Le refus d'obéir du peuple pourrait être officialisé par une suppression du droit de référendum et d'initiative, par l'instauration d'un régime politique central franchement autoritaire. L'hypothèse paraîtra à certains exagérée. Mais nous devons avoir à l'esprit la violence des tensions auxquelles est soumis le corps social, et qui vont s'accroître avec la baisse du niveau de vie du plus grand nombre.

Mesdames et Messieurs, pour ceux qui auraient zappé, bienvenue dans la phase confiscatoire (on avait dit 1935 ?). **Cela s'appelle la transparence fiscale :**

Comme on ne peut saisir aux pauvres ce qu'ils n'ont pas et que les très riches savent comment tout garder, on cible la *"quantité de gens qui sont entre les deux, ni pauvres ni riches. Des gens qui travaillent, rêvent d'être riches plutôt que pauvres ! ...Ceux-là ! Plus tu leur prends, plus ils travaillent pour compenser"*. Cette réponse de Mazarin à Colbert, tirée d'une pièce de théâtre du XVIIe, montre que la formule n'est pas nouvelle, Pascal Broulis nous le rappelle dans son livre *"L'Impôt heureux"*.

UBS serait-elle le nouveau Mazarin ? Elle qui pour la 2^{ème} fois depuis la crise, vient stratégiquement de placer son homme de mains à la tête de la FINMA, le gendarme suisse des marchés financiers. Ainsi après Eugen Haltiner qui lui a permis de balancer impunément 4700 clients au fisc américain, c'est maintenant Mark Branson, impliqué dans le scandale du LIBOR au Japon, d'en tenir les rênes. De ce côté-là, elle est tranquille.

Qui est UBS ? Il serait temps de se renseigner, car elle l'annonce clairement dans sa pub "*Nous n'aurons pas de répit*", elle ne va pas en rester là !

Grâce à elle, les Etats-Unis ont réussi à nous imposer un **droit contraire. En inversant le fardeau de la preuve**, ils ont déclaré tout le monde coupable. Chacun doit désormais payer pour prouver son innocence. **Coupable donc**, celui qui n'en aura pas les moyens. Madame Schlumpf avec sa Lex USA, qu'elle applique malgré le refus des chambres, et avec une rétroactivité de 6 ans, a renvoyé chaque banque, isolément, face à un DoJ qui fait plier des Etats. Désormais c'est lui, notre concurrent commercial, qui a droit de vie et de mort sur nos banques, et avec elles sur leurs employés, leurs clients, et tous les intermédiaires financiers qui gravitent autour. **Y compris** sur nos banques cantonales, dont le contribuable est le payeur de dernier ressort et que le Canton devrait protéger en retirant sa garantie d'Etat. **Y compris**, la Poste, qu'à nouveau contre l'avis du peuple, on a eu la bonne idée de privatiser, **tient bizarre**, juste à temps pour la jeter dans le plan US. Quand on sait que 88% des banques ont un bilan en-dessous de CHF 50milliards, dont 60% en-dessous de 10 milliards et des milliers d'intermédiaires financiers qui gravitent autour, ça va être une vraie tuerie.

La Suisse est menacée sur tous les fronts. Ainsi, dans l'agriculture, on en est maintenant à 50% de dépendance vis-à-vis de l'étranger et on continue par des avalanches de réglementations suicidaires à asphyxier nos paysans, qui mettent un à un la clé sous le paillason. Eau, environnement, alimentation, la encore la menace des Etats-Unis n'est pas loin : gaz de schiste et les OGM. Monsanto sévit à 24 km d'ici et on fore à Noville, à 75 km. Pas de panique donc. Après tout, on ne parle que d'une possible contamination du Lac Léman et de la Vallée du Rhône, **pas de quoi s'affoler, donc !**

Il y aurait beaucoup à dire aussi sur la situation inquiétante de nos institutions, sur l'augmentation massive de fonctionnaires, dont le financement est discrètement couvert par des taxes indirectes, et dont le but est de **créer plus de réglementations, dont la mise en application nécessite encore plus de fonctionnaires.**

On pourrait parler de la privatisation de notre administration et de notre service public, qui conserve toutefois son monopole, des spéculations de notre banque nationale dont le bilan dépasse allègrement les 500 milliards de francs et qui booste maintenant ses rendements en investissant dans l'armement, alors que chez nous une entreprise vitale, Alpiq, licencie, ou encore des magouilles des caisses maladie qui étranglent les plus démunis, les poursuivent mais ne les couvrent plus. C'est pour parler de tout ça que nous vous avons invités ce soir à nous rejoindre et à vous exprimer.

Nous sommes doublement sonnés par ce que nous avons vu au cours de ces 24 mois. Il y a tout d'abord notre écœurement devant la capitulation du Gouvernement, qui nous amène à cette question lancinante: **mais à qui donc nos Conseillers fédéraux jurent-ils fidélité ?** Puis il y a notre profonde inquiétude devant la passivité des Citoyens : apathie, démobilisation, égocentrisme, désintérêt pour la vie publique, incapacité viscérale à nous entendre pour nous fédérer et réagir. Il y a ceux qui n'ont rien compris, ceux qui refusent de voir, ceux qui cèdent par intérêt, par lâcheté ou par facilité, **la grande majorité de ceux qui ont autre chose à faire** (*tiens, notre aristocrate de 1935*) et puis, il y a ceux qui collaborent allègrement et frénétiquement à cette déliquescence.

La question fondamentale est celle-ci. Le Souverain est-il encore capable de se lever pour reprendre la main ?

En CONCLUSION

Mesdames et Messieurs, le démantèlement de la Suisse n'est plus programmé, **il est effectif**. Vous pensez que nous ne sommes pas en guerre ? Vous pensez que tout ceci n'a pas été planifié ? Voici quelques indices, toujours précédés du "*il n'y a pas d'alternative*":

- **Défense** : en 1996, Flavio Cotti supprime la sentinelle en signant le Partenariat pour la paix, et avec lui le **démantèlement de notre armée**.
- **Constitution** : en 1999, on la change discrètement. Désormais le droit international prime le droit national.
- **Finances** : la même année, Hans-Rudolf Merz fait sauter le verrou du secret bancaire.
- **Finances** : en 2001, avec le **QI, le Qualified Intermediary**, l'IRS a désormais droit de regard sur les comptes des clients.
- **Agriculture** : dépendance accrue vis-à-vis de l'étranger, mise à mort des produits du terroirs, le champ est libre pour les multinationales de l'agro-alimentaires qui enfume déjà le consommateur avec des produits "**elaborés**" en Europe.
- **Finances** : en 2012, on s'aperçoit que l'or de la BNS et des autres banques centrales a disparu. En fin d'année on n'en saura pas plus.
- **Finances** : en 2013, la Suisse perd toutes ses batailles financières, même la seule qu'elle a gagnée. La messe est dite. Courage, fuyons, c'est d'ailleurs ce que fait actuellement l'industrie de la gestion de fortune (qui représentait tout de même il y a peu encore, 16% de la masse sous gestion).
- **Droit** : en 2013 le droit saxon l'emporte, on inverse désormais le fardeau de la preuve.
- **Citoyenneté** : la même année, et par la même Lex USA, en fait de même, en Suisse, avec la citoyenneté suisse des binationaux reléguée derrière leur passeport américain.
- **Energie** : en 2014, on fait chuter le prix de l'énergie pour acculer nos sociétés locales à fermer. Gagné, elles licencient. Une fois disparues, il n'y aura plus d'alternative, les prix pourront exploser.
- **Eau**, les multinationales sont en train de faire mains basses sur les sources publiques. Peter Brabeck, la semaine dernière encore, faisait un plaidoyer pour dire que les multinationales avaient les moyens de mettre en ordre les réseaux d'eau local, pas l'état.
- **Environnement et eau** : pression des gaz de schiste qui vont contaminer notre environnement et détruire nos réserves en eau. Un autre d'atteindre les Russes.
- **Santé** : après la magouille du H1N1, voici Ebola et vive l'industrie pharma.
- **Islam** : on laisse mourir nos églises et on finance les mosquées : Allah Aqbar, bonjour à l'agitation sociale, dont on peut déjà avoir une aperçu en France.
- **Immobilier** : le massacre est en cours. **Je pourrai continuer.**

Résultat du match : Israël-Etats-Unis 1 – Reste du Monde 0, Citoyens, au vestiaire !

Aujourd'hui les Etats-Unis ont mis en place **3 armes de destructions massives** : **militairement** c'est l'OTAN, avec notamment ses derniers joujoux, **les drones** et ses frappes aériennes massives et aveugles; **financièrement** c'est la Lex USA et FATCA qui permettent de débusquer le moindre sou sur la planète et de le confisquer. Il y a aussi le dollar, la BNP s'en rappellera. Enfin, **alimentairement** il y a Monsanto, qui permet désormais d'affamer des régions entières du globe et de soulever les populations pour faire tomber les régimes "*non coopératifs*".

Comment des Etats souverains peuvent-ils laisser faire ? - Qui va pouvoir arrêter ça ? Car cela n'arrive pas que chez nous, le phénomène est général.

Depuis des mois, chez nous, de nombreuses voix se sont élevées, malheureusement toujours isolément, pour dénoncer tout ce qui a été évoqué, et bien plus.

Uli Windish en canalise d'ailleurs certaines sur son site www.lesobservateurs.ch.

Même avec une énergie débordante et une détermination sans failles, ces voix vont finir, exténuées, par s'éteindre. Nous pouvons continuer à geindre, mais, faute d'action, cela ne changera pas les choses. Mes amis, il faut se mettre à appliquer chez nous cette maxime bien connue "**aide-toi et le ciel t'aidera**".

Démocratiquement, une politique de capitulation et de collaboration (cela rappelle Vichy) aussi grave que celle menée actuellement par le Gouvernement devrait faire l'objet d'une consultation populaire. Si le peuple la refuse, le Conseil fédéral et le Parlement devraient être dissous, et l'on devrait convoquer de nouvelles élections générales en rappelant aux candidats, qui auront désormais toute notre attention, que c'est au Peuple souverain qu'ils jurent fidélité.

Pour notre part, voici l'attitude de la Suisse que nous j'aimerais retrouver :

Une Suisse qui arrête de mettre la tête dans le sable et qui sait montrer les dents

Une Suisse qui sait se protéger et défendre ses citoyens, sans se fermer au monde

Une Suisse capable de s'unir à l'intérieur et convaincre à l'extérieur pour faire front

Sur le plan international, qui pourrait prendre le leadership de la résistance ?

Paradoxalement, et jamais je ne me serais imaginé dire ça un jour, la Russie est notre meilleur atout.

Elle fait partie de l'Europe, c'est un pays chrétien mais avec une expérience de l'Islam, elle subit les mêmes pressions (voir un peu plus ces temps), mais elle n'a pas peur. De plus, en tant que superpuissance, elle ne peut pas se permettre de capituler, elle est donc un partenaire fiable. Elle est chrétienne mais elle est confrontée à l'Islam. Elle est autonome au niveau énergétique, financier et militaire et au niveau informatique, elle vient de recevoir un renfort de taille **Edward Snowden**. Avec la Pérestroïka, elle a fait un choix courageux que notre population a apprécié. La menace a changé de camp, les commémorations du bicentenaire sont une occasion rêvée pour un coup d'éclairage oublié ou méconnu surtout à l'attention de notre jeunesse, encore bercée du rêve américain.

La Russie, en résumé, c'est aujourd'hui la mieux placée pour défendre nos valeurs.

Il est temps d'organiser le match retour. La philosophie chinoise enseigne qu'il faut retourner la force de l'ennemi contre lui. **Cette force, c'est l'argent.** Les deux membres de notre couple glamour ont ceci en commun, ils sont véniels. Le seul moyen de les atteindre, c'est de s'attaquer à leur portemonnaie. On tient là une piste.

L'informatique et les médias sont leurs vecteurs. On en tient une autre.

Bernard Wicht ne m'en voudra pas de boucler la boucle en vous invitant à reconsidérer un **Retour à la défense Citoyenne**.

Je vous remercie de votre très, très longue attention

Villa Rose, Gland, 13.08.2014